

Réchauffement : 143 millions de déplacés climatiques attendus en 2050

Le Monde.fr avec AFP | 19.03.2018 à 18h42 • Mis à jour le 20.03.2018

http://www.lemonde.fr/climat/article/2018/03/19/143-millions-de-deplacés-climatiques-attendus-en-2050-selon-la-banque-mondiale_5273321_1652612.html#kY2wf8byp2SWjfbm.99

La hausse du niveau des mers ou les pénuries d'eau, notamment, contraignent des communautés entières à se mettre en quête d'endroits plus viables.

Pour la première fois, un rapport de la Banque mondiale, publié lundi 19 mars, alerte sur la multiplication attendue des « migrants climatiques » d'ici à 2050, si rien n'est fait pour lutter contre les effets du changement climatique.

Ce document est présenté comme le premier du genre sur la question des déplacements de populations directement liés aux effets du réchauffement.

« Chaque jour, le changement climatique devient une menace économique, sociale et existentielle plus forte », contraignant des individus, des familles et même des communautés entières à se mettre en quête d'endroits plus viables, a souligné Kristalina Georgieva, directrice générale de l'institution basée à Washington.

En cause, les phénomènes déjà bien connus comme la hausse du niveau de la mer ou les pénuries d'eau.

Lire aussi : [Avec le changement climatique, des « déplacés » de plus en plus nombreux](#)

55 % de la population des pays en développement

Au total, 86 millions de personnes pourraient se déplacer d'ici à 2050 en Afrique subsaharienne, 40 millions en Asie du Sud et 17 millions en Amérique latine, soit un total de 143 millions.

Ces trois régions du monde représentent 55 % de la population des pays en développement. Et, les 143 millions sont équivalents à 2,8 % de la population de ces régions, ont précisé les auteurs du rapport.

Déjà une réalité – l'ONG Oxfam estime que, sur la période 2008-2016, 21,8 millions de personnes en moyenne ont dû, chaque année, quitter leur cadre de vie – ces « migrants climatiques » s'ajouteraient aux millions de personnes déplacées pour des raisons politiques, économiques ou sociales.

Des solutions existent

Le nombre de personnes déplacées pourrait pourtant être réduit jusqu'à 80 %, si les politiques agissaient « sur plusieurs fronts » en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en intégrant les déplacements de population dans les plans de développement ou en investissant pour mieux comprendre les processus de migration climatique interne.

« Sans une planification adéquate et un soutien, les populations qui quittent des zones rurales pour les villes pourraient faire face à des risques encore plus dangereux », a, en outre, commenté Kanta Kumari Rigaud, spécialiste de l'environnement à la Banque mondiale qui a codirigé l'étude. En augmentant les tensions et conflits résultant de la pression sur les ressources rares.